Instituts thématiques

Inserm

Institut national
de la santé et de la recherche médicale

Paris, le 8 juillet 2015

Information presse

Vaccins : pratiques et hésitations des médecins généralistes français

À l'échelle d'une population, les vaccins contribuent à diminuer la mortalité associée à des maladies infectieuses telles que la rougeole, la diphtérie, le tétanos, l'hépatite B ou encore les méningites bactériennes. Le médecin généraliste de ville, au cœur de cette stratégie préventive, reste la première source d'information pour les familles. Dans un article paru dans la revue *Ebiomedicine*, Pierre Verger (Unité Inserm 912 « Sciences Economiques & Sociales de la Santé et Traitement de l'Information Médicale – SESSTIM »), et ses collaborateurs, présentent et analysent, dans un contexte de défiance vis-à-vis des vaccins, les attitudes et pratiques de plus de 1 500 médecins généralistes français.

La vaccination est le moyen de prévention le plus efficace pour combattre, voire éliminer, de nombreuses maladies infectieuses. Toutefois, ces dernières années, un accroissement d'opinions défavorables à cette dernière a été constaté dans la population générale française.
Face au scepticisme ambiant, qui contribue à l'insuffisance de certaines couvertures vaccinales, le médecin généraliste joue un rôle majeur en matière de prévention et d'information. L'enquête, menée par Pierre Verger (Unité Inserm 912 « Sciences Economiques & Sociales de la Santé et Traitement de l'Information Médicale – SESSTIM »), entre avril et juillet 2014, a tenté de saisir les pratiques des médecins généralistes face à différentes situations vaccinales. Les résultats obtenus permettent notamment de mieux comprendre les facteurs de réticence ou, au contraire, de confiance, des médecins envers certains vaccins.

Les recommandations des médecins généralistes varient selon la situation

1er constat rassurant : La quasi-totalité des médecins interrogés (96 %) sont confiants dans leur capacité à expliquer l'utilité des vaccins à leurs patients. Néanmoins ce chiffre tombe à 43 % lorsqu'il est question de parler du rôle des adjuvants, et de justifier leur utilisation.

Second constat : Les recommandations des médecins généralistes varient selon la situation vaccinale : 83 % recommandent souvent, voire automatiquement, aux adolescents et jeunes adultes le vaccin contre la rougeole, les oreillons et la rubéole (*ROR*), mais seulement 57 %

conseillent le vaccin contre les infections à méningocoques de type C aux enfants et aux jeunes, âgés de 2 à 24 ans, alors que celui-ci est inscrit dans le calendrier vaccinal. "*Leur hésitation à vacciner pourrait ainsi renforcer celle des patients, et contribuer à l'insuffisance des couvertures vaccinales, en particulier celles des vaccins controversés."* estiment les auteurs de cet article.

Une majorité des médecins fait, toutefois, plutôt ou tout à fait confiance au ministère de la Santé (8 médecins sur 10) ou aux agences sanitaires (9 médecins sur dix) pour leur fournir des informations fiables sur les bénéfices et les risques des vaccins.

Certaines incertitudes subsistent face aux risques et à l'utilité de certains vaccins

Certains médecins expriment des doutes à l'égard des risques d'effets secondaires graves de certains vaccins, même lorsque ces doutes sont infirmés par les résultats de pharmacovigilance et des études épidémiologiques (par exemple, concernant le vaccin contre l'hépatite B et la présence d'adjuvants dans certains vaccins). Ainsi, 6 % des médecins interrogés considèrent probable, voire très probable, l'existence d'un lien entre le vaccin contre le papillomavirus et l'apparition de maladies neurodégénératives telles que la sclérose en plaques. Plus d'un quart d'entre eux (26 %) considère par ailleurs que certains vaccins recommandés par les pouvoirs publics sont inutiles, et 20 % estiment même que les enfants sont vaccinés contre trop de maladies.

L'existence de telles hésitations de la part des médecins généralistes est directement associée à des recommandations vaccinales moins régulières à l'égard de leurs patients. La plupart de ces doutes concernent, comme dans la population générale, des vaccins ayant fait l'objet de controverses en France (vaccins contre l'hépatite B, contre le papillomavirus humain). Mais, de manière plus surprenante, une partie des médecins généralistes hésite à recommander des vaccins dont l'innocuité et l'efficacité n'est plus à prouver (vaccin contre le méningocoque C et la rougeole). Ces hésitations ne touchent, pour le moment, qu'une part minoritaire des médecins généralistes (d'ailleurs variable selon le vaccin), mais constituent un frein supplémentaire dans le maintien d'une couverture vaccinale de la population suffisante pour la protéger contre des maladies infectieuses qui restent dangereuses.

Si cette étude montre que les médecins généralistes font confiance aux autorités, elle souligne aussi leur besoin de formations et d'outils pour les aider à répondre aux patients hésitant à se vacciner."

Pour en savoir plus

- Cette étude fait suite à la parution, en mars 2015, du rapport de la Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (DREES), de l'Institut National de Prévention et d'Education à la Santé (INPES) « *Vaccinations : attitudes et pratiques des médecins généralistes* »

- Le 3ème ouvrage grand public de la collection Choc Santé « *Vaccination : agression ou protection ?* », de l'Inserm, répond de manière claire et accessible aux nombreuses questions que le grand public se pose sur la vaccination.

Sources

Vaccine hesitancy among general practitioners and its determinants during controversies: a national cross-sectional survey in France

Pierre Verger (MD) 1-4, Lisa Fressard (MS) 1-3, Fanny Collange (PharmD) 1-3, Arnaud Gautier (MS) 5, Christine Jestin (MD) 5, Odile Launay (PhD) 4,6, Jocelyn Raude (PhD) 7, Céline Pulcini (PhD) 8,9, Patrick Peretti-Watel (PhD)1-3

1 INSERM, UMR912 "Economics and Social Sciences Applied to Health & Analysis of Medical Information" (SESSTIM), 23 rue Stanislas Torrents, 13006, Marseille, France
2 ORS PACA, Southeastern Health Regional Observatory, 23 rue Stanislas Torrents, 13006, Marseille, France
3 Aix Marseille University, IRD, UMR-S912, 58, bd Charles Livon, 13284, Marseille Cedex 07, Marseille, France
4 INSERM, F-CRIN, Innovative clinical research network in vaccinology (I-REIVAC), GH Cochin Broca Hôtel Dieu, 27, rue du Faubourg Saint-Jacques, 75014, Paris, France
5 Institut national de prévention et d'éducation pour la santé, 42, boulevard de la Libération, 93203, Saint Denis Cedex, France
6 Université Paris Descartes, Sorbonne Paris Cité, Assistance Publique Hôpitaux de Paris, Hôpital Cochin, INSERM CIC 1417, 27, rue du Faubourg Saint-Jacques, 75014 Paris, France
7 EHESP Rennes, Sorbonne Paris Cité, avenue du Professeur Léon-Bernard, 35043 Rennes, France
8 Université de Lorraine, Université Paris Descartes, EA 4360 APEMAC, 34 Cours Léopold, 54000 Nancy, France
9 CHU de Nancy, Service de Maladies Infectieuses, 29 Avenue du Maréchal de Lattre de Tassigny, 54035 Nancy cedex, France

***Ebiomedicine*, 23 juin 2015, doi:10.1016/j.ebiom.2015.06.018**

Contact chercheur

Pierre Verger
Unité Mixte de Recherche Inserm 912 SESSTIM - Sciences économiques & sociales de la santé et traitement de l'information médicale
pierre.verger@inserm.fr
04 91 59 89 01

Contact presse

01 44 23 60 28
presse@inserm.fr

Accéder à la salle de presse de l'Inserm